



OIDP Afrique
IOPD Africa



Observatoire International de la
Démocratie Participative -Afrique

RAPPORT D'ACTIVITES 2022



PRIX D'EXCELLENCE DU LEADERSHIP LOCAL

Distinction des meilleures pratiques et innovations dans la gouvernance territoriale au Sénégal

<p>OIDP Afrique IOPD Africa</p> <p>JEUDI 29 SEPT. 2022 10h00 GMT</p> <p>WEBINAIRE SUR LE THEME</p> <p>MOBILISATION DES RESSOURCES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : QUELS MECANISMES INNOVANTS POUR LE FINANCEMENT D'UN DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE ?</p> <p>https://www.oidp.org/act/2022/09/29</p>	<p>OIDP Afrique IOPD Africa</p> <p>JEUDI 27 OCT. 2022 10h00 GMT</p> <p>WEBINAIRE</p> <p>JEUNES, FEMMES ET GROUPES VULNERABLES : QUELLES OPPORTUNITES DE POSITIONNEMENT DANS LA GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES D'AFRIQUE ?</p> <p>https://www.oidp.org/act/2022/10/27</p>	<p>OIDP Afrique IOPD Africa</p> <p>JEUDI 24 NOV. 2022 10h00 GMT</p> <p>WEBINAIRE</p> <p>PROMOTION DES DROITS HUMAINS, DE L'INCLUSION ET DE LA BONNE GOUVERNANCE : QUELS RÔLES POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES CITOYENS ?</p> <p>https://www.oidp.org/act/2022/11/24</p>
---	--	--

PELL 5^{ème} EDITION

CONFERENCE D'APPRENTISSAGE

29-30 NOVEMBRE 2022
A partir de **9h00 GMT**

GRAND THÉÂTRE NATIONAL DE DAKAR



En DIRECT sur :

enda TV, ENDA TELEVISION, f LIVE, enda TM, enda ECOPOP

Logos of partner organizations: USAID, RTI, UNICEF, PNLD, AEL, Sightsavers, ODP Afrique IOPD Africa, enda ecoPOP.

Décembre 2022

Table des matières

Avant-Propos	2
Activités mises en œuvre	3
1^{ère} partie : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L’OIDP AFRIQUE	3
I. RENOUVELLEMENT DES INSTANCES POLITIQUES DE PILOTAGE DE L’OIDP AFRIQUE	3
II. INSTALLATION DES INSTANCES OPERATIONNELLES DE L’OIDP AFRIQUE.	7
2^{ème} partie : DEROULE DES ACTIONS OPERATIONNELLES ET EXPERIMENTATIONS	9
III. PRIX D’EXCELLENCE DU LEADERSHIP LOCAL – 5 ^E EDITION.....	9
IV. PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT.....	12
V. COLLABORATION AVEC PEOPLE POWERED: PROJET BUILDING INCLUSIVE DEMOCRACY.....	14
VI. DEMOCRATIE ET JUSTICE FISCALE : YTAG, UN SYSTEME NUMERIQUE DE RECOUVREMENT DE TAXES COMMUNALES.....	16
3^{ème} Partie : DEROULE DES ACTIONS INFLUENCE, PLAIDOYER ET RESEAUTAGE 19	
VII. MARATHON DES SAVOIRS DE TERRITOIRES EN AFRIQUE (MASTA).....	19
VIII. PARTICIPATION AU SOMMET DES VILLES D’AFRIQUE (AFRICITES 2022) 21	
IX. PARTICIPATION A LA 11 ^{ème} EDITION DU FORUM URBAIN MONDIAL.....	24
X. DISCUSSIONS THEMATIQUES SUR LES ENJEUX DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.....	26
4^{ème} Partie : DEROULE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES	31
XI. SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION A LA PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES – TUNIS 31	
XII. SESSION DE FORMATION AU BUDGET PARTICIPATIF SENSIBLE AU GENRE 32	
XIII. SESSION DE FORMATION AU BUDGET PARTICIPATIF SENSIBLE AU HANDICAP	35
XIV. SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION DES FACILITATEURS AU BUDGET PARTICIPATIF – DAKAR.....	37
5^{ème} Partie : BUDGET ET PERSPECTIVE SUR 2023	39
XV. BUDGET 2022.....	39
XVI. FENETRES SUR QUELQUES PERSPECTIVES EN 2023	39

Avant-Propos

Le bureau pour l'Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a été créé officiellement le 7 décembre 2012, au cours d'une assemblée en marge du Sommet AFRICITES tenu à Dakar. La cérémonie solennelle avait été présidée par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales du Sénégal, le Directeur du Bureau des Projets de ONU-Habitat, le Secrétaire Général de l'Observatoire International de la Démocratie Participative, le Président de l'Union des Associations d'Élus Locaux du Sénégal et en présence de 156 participants venant de 13 pays d'Afrique.

Les objectifs majeurs de l'OIDP sont de promouvoir la démocratie participative, partager les acquis et appuyer l'institutionnalisation de l'approche de démocratie participative dans les politiques publiques.

2022, est une année de transition, avec la sortie de la pandémie mondiale du COVID, la relance des activités et le renouvellement des instances de pilotage

Le présent rapport fait état de l'exercice 2022. Au terme de la dixième année, des avancées ont été réalisées sur les trois volets qui constituent le cœur d'activité de l'Observatoire, à savoir le volet Expérimentation et Projet, le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage et le volet Développement de Capacités d'Intervention.

Ainsi, sur le volet Expérimentation et Projet, l'expérimentation du dispositif numérique de collecte de taxes communales se poursuit et a enregistré d'importantes avancées sur la prévention et la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale dans les collectivités territoriales. De même, la 5^e édition du Prix d'Excellence du Leadership Local, visant à primer les meilleures pratiques en gouvernance locale, s'est tenue au mois de novembre. Sur le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage, l'OIDP Afrique a pris part à des activités d'envergure telles que le 11^e Forum Urbain Mondial qui s'est tenu à Katowice, en Pologne et le Sommet des villes d'Afrique (Africités) qui s'est tenu à Kisumu, au Kenya. Au cours de l'exercice, l'OIDP Afrique a également tenu sous forme de webinaires 4 discussions thématiques sur les enjeux de la démocratie participative en Afrique. Quant au volet Développement de Capacités, des acteurs locaux d'horizons divers ont été formés sur les thématiques de la prévention et lutte contre la corruption, du budget participatif, mais aussi du budget participatif sensible au genre et du budget participatif sensible au handicap.

En perspective, la désignation officielle d'un point focal opérationnel dans chaque pays membre de l'Observatoire en Afrique, ainsi que la tenue du prochain Forum International de la Démocratie Participative en Afrique (FIDEPA), qui se tiendra à Maputo, sont attendues.

Pour terminer, nous adressons nos remerciements à l'ensemble de nos partenaires pour avoir participé au succès de nos activités et ainsi contribué à l'accomplissement de nos missions au cours de cette année.

Bachir KANOUTE
Secrétaire Général

Activités mises en œuvre

1^{ère} partie : DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L'OIDP AFRIQUE

I. RENOUELEMENT DES INSTANCES POLITIQUES DE PILOTAGE DE L'OIDP AFRIQUE

Suivant la résolution de la 19^{ème} Assemblée Générale de l'OIDP à Mexico, l'OIDP Afrique a procédé au renouvellement de ses instances par la désignation des représentants politiques (Présidents et Vice-Présidents) pour les 5 sous-régions (Afrique Australe, Afrique Centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest) et le choix de Points Focaux sous régionaux (instances opérationnelles): Organisations de la Société Civile.

Suivant un long processus de consultation, les caucus sous régionaux se sont tenus durant l'année 2021, et ont permis d'arriver à un choix consensuel de deux élus locaux dans chaque sous-région de l'Afrique, assurant le rôle de Président (e) et Vice-Président (e) de la sous-région. Pour finaliser cette mise en place et définir les perspectives de collaboration, l'OIDP Afrique a organisé l'Assemblée générale ayant permis l'installation de son conseil d'administration qui regroupe les autorités locales désignées au cours des caucus, ainsi que divers acteurs de la société civile, des universitaires et des représentants des États.

La rencontre de l'assemblée s'est tenue le **jeudi 17 février 2022 à 10h GMT** sur la plateforme Zoom a enregistré une soixantaine de participants venant de 10 pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Espagne, Éthiopie, France, Madagascar, Maroc, Mozambique, RD Congo, Sénégal).

L'ouverture des travaux a enregistré les allocutions de M. **Éric PIOLLE**, Maire de Grenoble et Président de l'OIDP, M. **Issaka Garba ABDOU**, Coordonnateur du Secrétariat du Comité Technique Spécialisé n°8 de l'Union Africaine, **Dr. Adama DIOUF**, Ministre Conseiller et Président de l'Union des Associations des Élus Locaux du Sénégal et **Mme Aminata Mbengue NDIAYE**, Présidente du Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Sénégal.



Suivez l'intégralité de l'Assemblée ici :
https://www.youtube.com/watch?v=Cm090TkE1bl&t=2s&ab_channel=EndaEcopop

Élus locaux représentant les sous-régions

- **M. Eneas COMICHE, Maire de Maputo, Président de l'OIDP Afrique**
- M. Calisto COSSA, Maire du Conseil Municipal de Matola, **MOZAMBIQUE**
- Mme Monique AYI, Maire de Dzeng, **CAMEROUN**
- Mme Rondro ANDRIAMAHASORO, Maire d'Ampasy Nahampoana, **MADAGASCAR**
- M. Mohamed SEFIANI, Maire de la Municipalité de Chefchaouen, **MAROC**
- Jean Marc YACE, Maire de Cocody, **COTE D'IVOIRE**

Représentant de la Société Civile

- Mme Espérance MWAMIKAZI, Coordinatrice de l'Association APEF (Action Pour l'Enfant et la Femme), **RD CONGO**,
- M. Ousseynou NGOM, Responsable Programmes de Hewlett Foundation, **AFRIQUE**
- Mme SY Mame Aïssatou, Chargé de Programmes Enda ECOPOP, **SENEGAL**

Représentant des Partenaires au Développement

- M. Oumar SYLLA, Directeur pour la Région Afrique, ONU Habitat, **KENYA**

Représentant des Universités

- Représentant Wits University Johannesburg, **AFRIQUE DU SUD**

Représentant des États

- Représentant du Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement Territorial du **SENEGAL**,

Coordination OIDP Afrique

- Monsieur Bachir KANOUTE, Secrétaire Général d'OIDP Afrique



A la suite de l'installation du Conseil d'Administration, le Secrétaire Général a présenté et fait valider la plateforme d'action et les axes de travail de l'OIDP Afrique. Le Conseil a également adopté la feuille de route 2022 – 2023.

La Plateforme de travail et lignes d'action de l'OIDP Afrique :

- 1) **Territoires** : cet axe regroupe le panorama des pays membres de l'OIDP, la présentation du profil des communes africaines qui pratiquent des approches de démocratie participative et budget participatif, mais aussi l'Indice de la Démocratie Participative (en cours d'élaboration avec ODP Monde), et qui a pour objectif d'évaluer la qualité de la démocratie participative dans les pays.
- 2) **Ressources** : cet axe présente le répertoire des experts qui ont été formés et habilités sur les thématiques de formation offertes par l'OIDP Afrique, mais aussi les ressources documentaires (documents et supports didactiques), les photos et les vidéos.
- 3) **Connaissances** : l'axe « Connaissances » regroupe les discussions thématiques, à l'instar des consultations sur la gestion de la pandémie de COVID-19 tenues en 2020, les veilles et alerte pour identifier les bonnes et mauvaises pratiques de démocratie participative et le Prix d'Excellence du Leadership Local qui prime les meilleurs pratiques et innovations en matière gouvernance locale.
- 4) **Capacités** : le dernier axe regroupe les formations (en ligne et en présentiel), dispensées par l'OIDP Afrique, les webinaires, les conférences internationales,

mais aussi la bourse de recherche de 3^e cycle, octroyée aux chercheurs qui travaillent sur une des thématiques de la démocratie participative.

La feuille de route 2022 -2023 de l'OIDP Afrique :

- Lancement de l'appel à candidature pour la Présidence de l'OIDP Afrique et l'organisation des Assises de la Démocratie Participative 2023 ;
- Participation au 9^e Sommet AFRICITES, prévue du 17 au 21 Mai 2022 à Kisumu, au Kenya, où OIDP Afrique interviendra dans un atelier de networking ;
- Participation au Forum Urbain Mondial, prévu du 26 au 30 juin 2022, à Katowice, en Pologne, au cours duquel OIDP Afrique interviendra également dans un atelier de networking ;
- Réunion du Conseil d'Administration pour la sélection de la Ville qui assurera la Présidence de l'OIDP Afrique et l'organisation de la prochaine conférence. La réunion est prévue le 10 Août 2022 à 10h GMT ;

PLATEFORME OIDP AFRIQUE www.oidp-afrique.org	
TERRITOIRES	CONNAISSANCES
<ul style="list-style-type: none">• Panorama Pays• Profil Collectivités Terr.• Indice Démocratie Participative (IDP)	<ul style="list-style-type: none">• Discussion thématique• Veille et alerte• Bonnes pratiques• Prix Leadership Local
RESSOURCES	CAPACITES
<ul style="list-style-type: none">• Répertoires compétences• Documentaire• Photothèque/Vidéotheque• Médiathèque	<ul style="list-style-type: none">• Formation (<i>distance/F2F</i>)• Webinaires• Conférence Internationale• Bourse recherche 3^e Cycle

- Mise en place de groupes de travail pour l'élaboration de l'Indice de qualité de la démocratie participative (IDP), en collaboration avec OIDP Monde ;
- Finalisation de l'installation des points focaux sous-régionaux et nationaux ;
- Signature des cadres de coopération 2021-2026 (sous-régions et pays).
- Organisation de 4 Sessions internationales de formation sur les thématiques de Budget Participatif, Leadership Local, Développement Économique Local et Prévention et Lutte contre la Corruption.

- Des orientations sur le volet opérationnel :
 - Mise à jour du panorama des 30 pays membres de l’OIDP Afrique,
 - Mise à jour des profils des collectivités territoriales membres,
 - Organisation de 4 forums de discussions thématiques,
 - Organisation du Prix d’Excellence du Leadership Local au Sénégal mais aussi en Afrique, en collaboration avec l’Union Africaine

II. INSTALLATION DES INSTANCES OPERATIONNELLES DE L’OIDP AFRIQUE

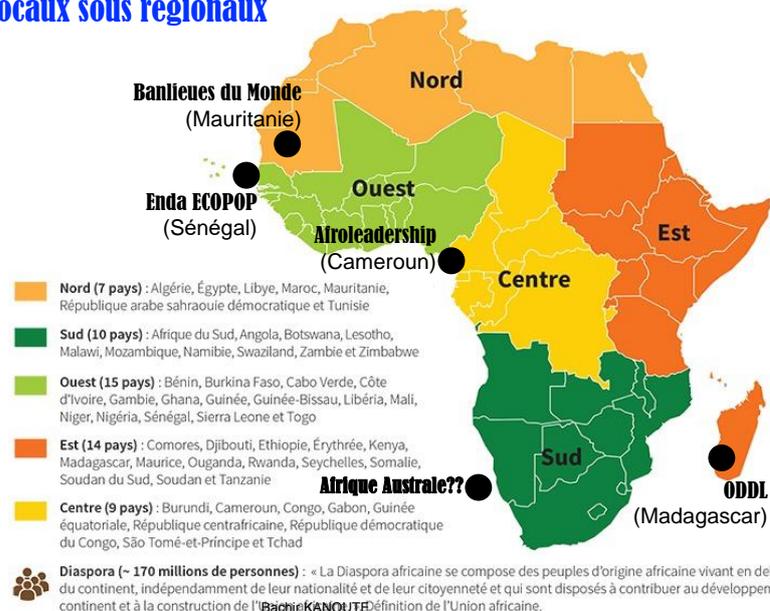
Le Secrétariat général poursuivant les actions et orientations inscrites dans la feuille de route, a procédé à l’installation des points **focaux sous régionaux** et **nationaux**. Suite à l’appel à candidature aux organisations de la société civile, plusieurs demandes ont été reçues et l’OIDP Afrique a finalisé le choix des points focaux :

- **Points focaux dans les sous régions :**

Suite à un long processus d’identification et d’évaluation, quatre organisations ont été identifiées pour assurer le point focal dans les quatre sous-régions :

- Afrique centrale : AFROLEADERSHIP, au Cameroun,
- Afrique de l’Est : Observatoire de la Décentralisation et du Développement Local, à Madagascar,
- Afrique du Nord : Banlieue du monde, Mauritanie
- Afrique de l’Ouest : Enda ECOPOP, Sénégal.
- L’Afrique australe reste à finaliser, les candidatures reçues n’ont pas été jugées satisfaisantes après évaluation organisationnelle.

Point focaux sous régionaux



- **Points focaux dans les pays**

Sous-région	Pays	Représentativité	Représentant
-------------	------	------------------	--------------

Afrique de l'Ouest	1. Bénin	Social Watch	Jean Pierre DEGUE
	2. Burkina Faso		
	3. Cap-Vert	Janice	Janice Da Silva
	4. Côte d'Ivoire		
	5. Ghana		
	6. Guinée	ABLOGUI	Alfa DIALLO
	7. Mali	AFAD	Ahmed Sékou DIALLO
	8. Niger	REGAD	Zakari IBRAHIM
	9. Nigéria	ActHub Africa	John OLUWAFEMI
	10. Sénégal	Enda ECOPOP	Abdoulaye CISSE
	11. Togo	AJEAH	Amathevi ABOKI
Afrique du Nord	12. Egypte		
	13. Maroc		
	14. Mauritanie	BDM	Ibrahima NIANG
	15. Tunisie	En attente	
Afrique Centrale	16. Cameroun	AfroLeadership	Charlie NGOUNOU
	17. Congo	LEDEHO	Denis-Bertrand OBA
	18. Gabon		
	19. RD Congo	CODHOD	Henri Christin LONGENDJA
	20. Tchad	FERAM Tchad	Beguy DJIMONOUN
Afrique de l'Est	21. Éthiopie	Enda Ethiopia	Haimanot DESALEGNE
	22. Madagascar	ODDL	Alain RAMANANA
	23. Kenya	IPF Kenya	Mohamed SALAT
	24. Ouganda	Innovations Development for	Danny GOTTO
	25. Tanzanie	Policy Forum	Semkae KILONZO
Afrique Australe	26. Afrique du Sud	PSAM	Jay KRUUSE
	27. Angola		
	28. Botswana	Botswana Watch	Robert Letsatsi
	29. Mozambique	Centro Para Democracia E Desenvolvement	Adriano NUVUNGA
	30. Zambie		
	31. Zimbabwe	ZELA	Mutuso DHLIWAYO

2^{ème} partie : DEROULE DES ACTIONS OPERATIONNELLES ET EXPERIMENTATIONS

III. PRIX D'EXCELLENCE DU LEADERSHIP LOCAL – 5^E EDITION

1. Présentation

La cinquième édition du Prix d'Excellence du Leadership Local (PELL 2022) a été lancée le 12 mai 2022 sur Zoom, par Enda ECOPOP en collaboration avec l'Union des Associations des Elus Locaux (UAEL), le Programme National de Développement Local (PNDL) et l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) sous l'ancrage institutionnel du Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des territoires (MCTADT).

PELL
PRIX D'EXCELLENCE DU LEADERSHIP LOCAL
Distinction des meilleures pratiques et innovations dans la gouvernance territoriale au Sénégal

5^{ème} EDITION
CONFERENCE D'APPRENTISSAGE

29-30 NOVEMBRE 2022
A partir de **9h00 GMT**
GRAND THÉÂTRE NATIONAL DE DAKAR

SUIVEZ l'événement en DIRECT sur :

enda TV ENDA TELEVISION | f LIVE | enda TM enda ECOPOP

HCCI | enda ECOPOP | UAEL | unicef | PNDL | OFNAC | USAID | RTI INTERNATIONAL | BHS | Sightsavers | OIDP Afrique IOPD Africa

L'organisation de la 5^{ème} édition du Prix d'Excellence du Leadership Local vise l'objectif majeur de primer l'excellence, la créativité et l'innovation dans la gouvernance territoriale au Sénégal. De manière spécifique, il s'agira de :

- Favoriser la performance et l'émulation au sein des collectivités territoriales pour une meilleure gouvernance territoriale ;
- Offrir en modèle, des leaders locaux, distingués dans la gouvernance et le management des collectivités territoriales ;
- Favoriser l'apprentissage par pairs élus locaux, journalistes/communicants et chercheurs/ universitaires ;

- Coacher et accompagner les autorités sur l'international et la Coopération décentralisée ;
- Améliorer le cadre de la décentralisation et de la gouvernance territoriale au Sénégal ;
- Améliorer la qualité des productions médiatiques et donner une meilleure visibilité aux innovations dans la gouvernance territoriale ;
- Valoriser la recherche au service de l'innovation et du développement par le rapprochement du monde scientifique aux réalités et besoins des communautés ;
- Donner la visibilité aux produits et services des territoires (*agences, programmes, entreprises privées*).

2. Soumission et évaluation

Les soumissions se sont faites en ligne sur une plateforme conçue à cet effet avec des fiches de candidatures spécifiques à chaque catégorie. Suite à la clôture des soumissions à la 5ème édition du Prix d'Excellence du Leadership Local, le comité scientifique du Prix a procédé à l'évaluation des 156 soumissions des Collectivités territoriales, les 14 soumissions des universitaires-chercheurs et les 8 soumissions des journalistes communicants du 16 aout au 5 septembre 2022 sur une plateforme d'évaluation, conçue à cet effet.

3. Nominés et Conférence d'apprentissage

Après évaluation des soumissions, trente (30) collectivités territoriales soit cinq (5) collectivités territoriales par catégorie, six (6) journalistes/communicants et cinq (5) chercheurs/universitaires ont été nominées. Ces différents nominés ont présenté leurs expériences respectives lors de la conférence d'apprentissage, qui s'est tenue les 29 et 30 novembre 2022 au Grand Théâtre National de Dakar, selon l'agenda suivant :

	Mardi 29 novembre	Mercredi 30 novembre
09h00 – 11h00	Catégorie 1 : Efficacité et Efficience budgétaire <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Darou Mousty • Commune de Goumbayél • Commune de Pikine Est • Commune de Sam Yabal • Conseil Départemental de Salémata 	Catégorie 5 : Participation et engagement citoyen <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Fass Ngom • Commune de Lambaye • Commune de Mpal • Commune de Pikine Nord • Commune de Salémata
11h00 – 12h15	Cadrage Allocutions UAEL, UNICEF, Ministre	
12h15 – 12h30	PAUSE CAFE	
12h30 – 14h30	Catégorie 2 : Universitaires-chercheurs <ul style="list-style-type: none"> • Bada BA (Université Cheikh Anta DIOP) • Coly MBALLO (Université Gaston Berger) • Jean Bernard DIATTA (Univ. Assane Seck) • Boubacar CAMARA (Univ. Assane Seck) • Paul Python NDEKOU TANDONG (UCAD) 	Catégorie 5 : Journalistes et Communicants <ul style="list-style-type: none"> • Ibrahima dia (INFO24.SN) • Gaustin DIATTA (Le SOLEIL) • Cheikh Tidiane Sarr (ALFAYDA FM) • Daba KEBE (RTS) • Daouda SOW (TERANGA NEWS) • Papa Matar THIOBANE (TAMBACTU)
14h30 – 15h30	PAUSE DEJEUNER	
15h30- 17h30	Catégorie 3 : Inclusion, égalité et équité <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Bagadadji • Conseil Départemental de Goudiry • Commune de Joal Fadiouth • Commune de Tambacounda • Commune de Thiadiaye 	Catégorie 7 : Solidarité et assistance aux communautés vulnérables <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Boulal • Conseil Départemental de Guinguinée • Conseil Départemental de Rufisque • Commune de Touba Mosquée • Commune de Ballou
17h30 – 17h45		
17h45 – 19h45	Catégorie 4 : Territorialisation politiques publiques et agendas internationaux dedéveloppement <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Gandiaye • Conseil départemental de Fatick • Commune de Koumpentoum • Conseil départemental de Podor • Conseil départemental de Thiès 	Catégorie 8 : Transparence et reddition des comptes <ul style="list-style-type: none"> • Commune de Bandegne Ouolof • Commune de Linguère • Commune de Ndamé • Commune de Niassène • Conseil Départemental de Vélingara

4. Gala de remise des trophées

A l'issue de la conférence d'apprentissage, un gala de remise des trophées pour récompenser les meilleures pratiques présentées au cours de cette 5^e Edition se tiendra le 19 décembre 2022 à partir de 9h GMT au Grand Théâtre National de Dakar.

IV. PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT



Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), est une initiative multilatérale inaugurée en septembre 2011 et regroupe globalement 79 pays membres ainsi que 1000 organisations de la société civile. Elle vise à promouvoir la transparence de l'action publique et de nouvelles formes de collaboration plus ouvertes entre le Gouvernement et la société civile. Cette démarche est facilitée grâce à l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts (PAGOF) mis en œuvre par CFI (Agence Française de coopération médias) et Expertise France. En collaboration

avec le Ministère de la Justice, point focal du PGO, l'OIDP Afrique assure un accompagnement du processus de formulation du Plan d'actions national.

Le PGO s'appuie sur quatre principes fondateurs que sont : i) amélioration de l'accès à l'information des gouvernements et administrations ii) la participation et engagement citoyen dans la gestion publique, iii) instauration de normes d'intégrité professionnelle exemplaires dans les administrations et enfin iv) amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour une plus grande ouverture et une responsabilité accrue.

Le Sénégal a réalisé des avancées significatives dans le domaine de la bonne gouvernance, en particulier au cours de ces dernières années. Ces avancées cadrent parfaitement avec les principes et orientations prônés par le PGO pour renforcer la transparence de l'action publique. Elles sont globalement relatives à l'intégrité professionnelle, à la participation citoyenne, à l'accès au numérique et à l'information. De façon spécifique, les progrès concernent :

- la promotion de la transparence budgétaire et financière ;
- la mise en place d'un organisme indépendant de lutte contre la corruption ;
- le basculement vers le budget programme ;
- l'adhésion à l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives (ITIE) ;
- la participation au Mécanisme d'Evaluation par les pairs (MAEP) ;
- la mise en place du Comité d'Orientation stratégique du Pétrole et du Gaz (COS-PETROGAZ) ;
- l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée nationale en matière de contrôle de l'action gouvernementale et d'évaluation des politiques publiques ;
- le processus de modernisation de l'administration publique ;
- l'adoption de la loi sur le contenu local.

Au Togo, une campagne de sensibilisation et de formation pour l'adhésion du pays au Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO) a été mise en œuvre par l'ONG ADESCO, en collaboration avec ODP Afrique, avec le soutien de l'AFD, Expertise France et CFI Développement Medias.



Cette campagne visait à résoudre les problématiques de la crise de la démocratie représentative, de la demande sociale pressante et de la faible prise en charge des droits. Elle avait pour public cible l'Assemblée Nationale, le Gouvernement (Primature, Ministères clés), les Élus locaux (Faitière des Communes du Togo), les acteurs des organisations de la société civile et syndicales, les organisations religieuses et traditionnelles et les médias.

A ce jour, 60 acteurs, notamment de la société civile, de l'État et des Médias, ont été sensibilisés sur le PAGOF, 28 acteurs de la société civile formés sur le plaidoyer, un comité de suivi a été formé et la stratégie de plaidoyer a été élaborée.



V. COLLABORATION AVEC PEOPLE POWERED: PROJET BUILDING INCLUSIVE DEMOCRACY

Le projet « Building Inclusive Democracy » est une initiative mondiale menée par People Powered et ses organisations membres. Le projet vise à renforcer la capacité des organisations d'Afrique, d'Europe de l'Est et des Balkans, et d'Amérique latine à rendre les programmes de démocratie participative et délibérative plus inclusifs pour les communautés marginalisées (jeunes, femmes, personnes déplacées, etc.). De manière spécifique, l'initiative vise à :

- Échanger, synthétiser et communiquer les meilleures pratiques et ressources sur l'inclusion des communautés marginalisées dans les processus participatifs et délibératifs, dans diverses régions et langues.
- Renforcer les capacités des organisations locales et régionales à rendre les processus participatifs et délibératifs plus inclusifs.
- Créer des liens interrégionaux qui permettent un apprentissage et un soutien par les pairs à long terme.

Les activités de l'initiative, qui s'étendront jusqu'au premier trimestre de 2024, comprendront notamment :

- Des ateliers et réunions entre les organisations membres de People Powered pour identifier les meilleures pratiques pour rendre la démocratie participative inclusive.
- Le développement de cours en ligne et de ressources pour aider les organisations à mettre en œuvre les meilleures pratiques.
- Le développement de récits multimédias qui donnent vie à l'impact humain de ce travail, afin de persuader davantage de gouvernements et d'organisations de rendre la participation plus inclusive.

Pour l'exercice 2022, People Powered et ses membres ont conjointement mené diverses grandes activités telles que **la constitution de l'équipe de mise en œuvre du projet** (entre avril et mai), subdivisée en plusieurs tâches, à savoir :

- la définition des rôles et responsabilités, du calendrier du projet et du plan de suivi et d'évaluation ;
- la re-priorisation des communautés marginalisées ciblées par le projet (remplacer personnes handicapées par personnes déplacées);
- le développement d'un plan de mise en œuvre détaillé ;
- le recrutement de partenaires de plaidoyer ayant une expertise dans les groupes marginalisés ;
- la signature d'accords de collaboration avec les organisations participantes.

A l'issue de cette première grande activité, la répartition des responsabilités du projet a été faite comme suit :

Organisation	Rôle
Small Steps Foundation	Ateliers : Jeunes
Shipyards Foundation	Ateliers : Jeunes

FinanceThink	Ateliers : Femmes
AfroLeadership	Ateliers : Personnes déplacées
K-Monitor	Ateliers : Personnes déplacées
Ollin	Organisation de la 1ère réunion annuelle
OPENS	Cours : Jeunes
Politize	Cours : Jeunes
OIDP Afrique	Cours: Femmes
Exitituto de Política Abierta	Cours: Femmes
ASSOAL	Cours: Personnes déplacées
Bareedo Platform	Cours: Personnes déplacées
Pathways Policy Institute	Organisation de la 2ème réunion annuelle

La deuxième grande activité du projet, qui s'est tenue en juin, est le **lancement des réunions mensuelles du consortium du projet** avec les organisations participantes, pour partager les mises à jour, aborder les défis et avancer dans la mise en œuvre des activités du projet.

La troisième grande activité, tenue en juillet et marquant la fin de la première phase du projet (**Planification**), était la **mise en place des équipes de travail inter-régionales** sur les principaux thèmes et domaines de travail du projet.

Pour la phase 2 du projet portant sur les **échanges**, c'est principalement des activités de recherche et de compilation de données qui ont été menées (entre septembre et octobre). Dans le cadre de ces activités, les différentes organisations de mise en œuvre du projet ont répondu à une enquête sur l'inclusion des jeunes, des femmes, des personnes déplacées et d'autres groupes vulnérables. En parallèle à cette enquête, les organisations de mise en œuvre ont également contribué à la compilation des ressources en envoyant des documents (rapports, guides, etc.) pertinents et en relation avec les différents groupes cibles du projet. Ainsi, l'OIDP Afrique a entre autres partagé le manuel du budget participatif en Afrique, le guide du budget participatif sensible au genre, le guide du budget participatif enfants/jeunes, le guide du budget participatif sensible au handicap, le manuel de formation sur les droits humains et la citoyenneté, etc.

En novembre, les activités de partage de bonnes pratiques ont été entamées. Ainsi, six ateliers virtuels (2 ateliers pour les jeunes, 2 pour les femmes, 2 pour les personnes déplacées) pour échanger sur les défis et les bonnes pratiques d'inclusion des communautés marginalisées dans les processus participatifs et délibératifs seront tenus entre novembre 2022 et avril 2023. A ce jour, les deux ateliers sur l'inclusion des jeunes ont été tenus.

En perspective, il est prévu de tenir les 4 autres ateliers (sur les femmes et les personnes déplacées) entre décembre 2022 et avril 2023, ainsi que la compilation des

ressources pertinentes pour alimenter le centre de ressources en ligne de People Powered. Ces activités marqueront la fin de la phase 2 en avril 2023. Les phases 3 (**synthétisation**) et 4 (**communication**) commenceront simultanément et se dérouleront de mai 2023 à mars 2024.

VI. DEMOCRATIE ET JUSTICE FISCALE : YTAX, UN SYSTEME NUMERIQUE DE RECOUVREMENT DE TAXES COMMUNALES

YTAX (Yeelen Taxe en version longue locale), qui signifie en langues nationales *transparence, sourire et lumière sur les taxes*, est une plateforme numérique dédiée à la collecte des taxes communales pour améliorer la mobilisation des ressources locales, renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale. Le dispositif YTAX intègre les différentes opérations effectuées par les intervenants dans la chaîne fiscale locale pour :

- Cartographier et fiabiliser l'assiette fiscale de la commune grâce à une géolocalisation des agents collecteurs et des contribuables.
- Collecter et enregistrer les différentes taxes communales qui sont régulièrement mises à jour grâce à des états financiers fiables générés, avec le report et le recouvrement de la fiscalité des communes qui pourront être effectués.
- Rendre transparente la chaîne fiscale et partager l'information financière auprès des acteurs clés représentant l'Etat, les collectivités locales et les populations.

Ce dispositif en cours d'expérimentation s'inscrit dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives et fiscales telle qu'inscrit dans le Plan d'Action National du Sénégal au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO). Expérimenté dans 4 communes du Sénégal (Bagadadji, Kédougou, Koumpentoum et Tanaff), avec l'appui de l'USAID dans le cadre du Programme Gouvernance Locale pour le Développement (Programme USAID GoLD) le dispositif YTAX a permis de booster le recouvrement des taxes.

Cette expérimentation a été engagée sous forme de recherche action. Il s'est agi de voir le lien entre la délivrance du service public, le contrôle citoyen et la performance économique. Plus globalement, il fallait vérifier l'hypothèse selon laquelle le monopole sur la délivrance du service, sans obligation de rendre compte, conduit à un environnement favorable à la corruption et l'évasion fiscale $C = (M+D) - R$.

L'expérimentation a donné des résultats très encourageants s'étant traduits par la hausse globale de la collecte dans toutes les communes. Cela a également conduit à l'impact immatériel sur la nécessité d'approfondir la démocratie et la justice sociale par la promotion de la participation et l'engagement citoyen.

Communes	Niveau de collecte (FCFA)	
	Avant (2019) (Année de référence)	Avec YTax (2021)
Tanaff	1 121 400	4 270 500
Bagadadji	0	564 500
Kédougou	14 014 414	26 117 450
Koumpentoum	2 051 950	7 725 000
Total	17 187 764	38 678 450

RUBRIQUES	NIVEAU DE COLLECTE	
	2019	2021
Droit de place	314 786	281 850
Droit de stationnement	5 290 917	25 835 600
TOTAL	5 605 757	26 117 450

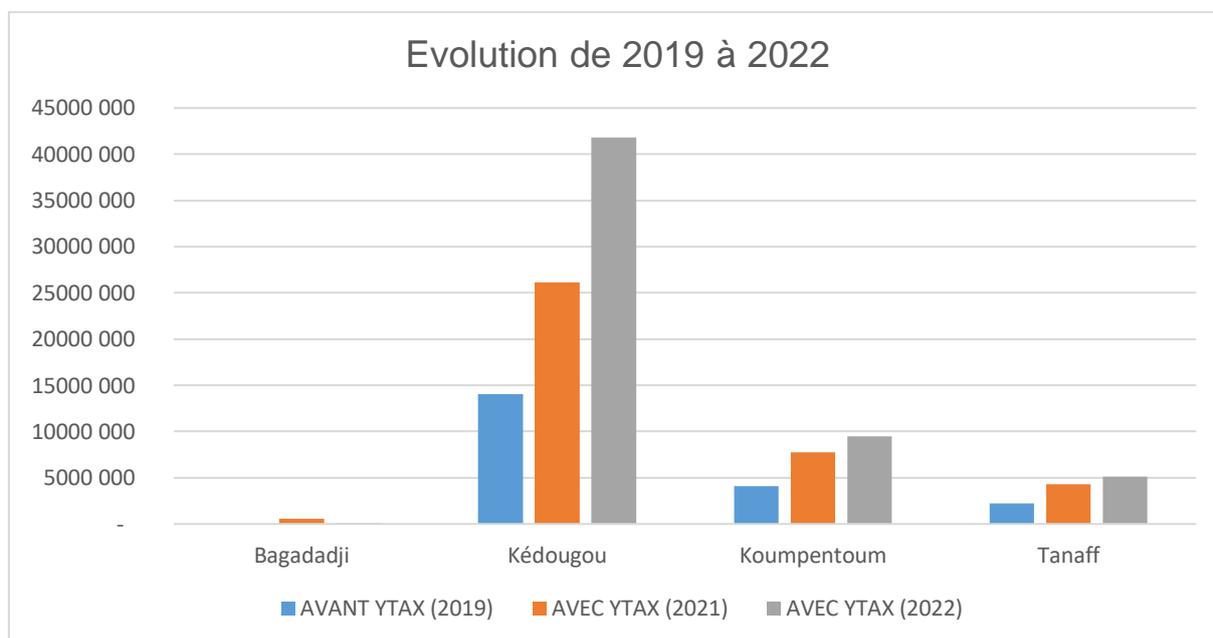
Résultats comparés de la situation de référence avec l'introduction du dispositif de collecte dématérialisée des taxes locales.

RUBRIQUE	JOURS	MONTANTS COLLECTES
Droit de stationnement	07 juin 2021	3 562 204
	08 juin 2021	3 470 150
	09 juin 2021	3 519 650
	10 juin 2021	3 106 650
TOTAL	04 jours de collecte témoin	13 658 654

Amélioration conséquente de la collecte avec l'introduction d'un système de contrôle citoyen de l'action publique et la redevabilité.

Communes	NIVEAU DE COLLECTE		
	AVANT YTAG (2019)	AVEC YTAG (2021)	AVEC YTAG (2022) ¹
Bagadadji	0 CFA	564 500 CFA	88 450 CFA
Kédougou	14 014 414 CFA	26 117 450 CFA	41 838 450 CFA
Koumpentoum	4 103 900 CFA	7 725 000 CFA	9 472 050 CFA
Tanaff	2 242 800 CFA	4 270 500 CFA	5 158 800 CFA

Evolution 2021 et 2022 par rapport à année de référence



¹ Les données s'arrêtent au 30 novembre 2022

3^{ème} Partie : DEROULE DES ACTIONS INFLUENCE, PLAIDOYER ET RESEAUTAGE

VII. MARATHON DES SAVOIRS DE TERRITOIRES EN AFRIQUE (MASTA)

Le Marathon des Savoirs de Territoires en Afrique est une initiative d'Enda ECOPOP en collaboration avec l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique) pour les élus locaux et acteurs de la démocratie, décentralisation et gouvernance locale.

Le Marathon des Savoirs de Territoires en Afrique (MASTA) a pour objectif de créer un cadre d'échange pour renforcer les capacités des élus locaux et praticiens de la démocratie et de la gouvernance locale. De manière spécifique, il s'agira de :

- Proposer des sessions d'orientation sur les thématiques et les enjeux majeurs et actuels de la décentralisation et de la gouvernance locale en Afrique;
- Favoriser l'échange entre les élus locaux, les praticiens de la décentralisation de la gouvernance locale et les experts.

Pour l'exercice 2022, la MASTA s'est déroulé en 2 temps forts : une session de lancement et une série de 6 sessions d'orientation sous forme de webinaires ont été tenues entre avril et juillet 2022.

Ainsi, le lancement officiel du MASTA, s'est tenu le 22 avril 2022 à 10h GMT sur Zoom. La rencontre a accueilli 160 participants de 11 pays d'Afrique. Sur les réseaux sociaux, la rencontre a été suivie par 781 personnes et a enregistré 196 interactions.

La 1^{ère} session d'orientation, portant sur le thème : « **Décentralisation et gestion des affaires locales : Rôles et responsabilités des élus** » a eu lieu le 27 mai 2022 à 9h30 GMT. La session a accueilli 110 participants de 8 pays et a enregistré 480 vues sur les réseaux sociaux, ainsi que 104 interactions. Cette session a également enregistré les interventions de Dr Adama DIOUF, président de l'Union des Associations d'Elus Locaux du Sénégal (UAEL).

La 2^e session qui a porté sur le « **Budget Participatif** » s'est tenue le 3 juin 2022 à 9h30 GMT et a enregistré 91 participants venant de 13 pays, avec 436 vues et 105 interactions sur les réseaux sociaux. La session a été animée par les interventions de M. Baba NDIAYE, Président du Réseau Sénégalais des Collectivités Territoriales du Budget Participatif.

La 3^e session d'orientation du MASTA avait pour thème : « **La Gestion des Faits d'Etat Civil dans les Collectivités Territoriales** » et s'est tenue le 10 juin 2022 à 9h30 GMT. Cette session d'orientation a accueilli 85 participants de 2 pays et a été suivie sur les réseaux sociaux par 208 personnes, avec 72 interactions. La session a été animée par M. Magatte DIEYE, expert africain de l'état civil et M. Arouna BA, responsable de l'état civil à la commune de Tambacounda.

La 4^e session, qui s'est tenue le 17 juin 2022 à 9h30 GMT avait pour thème : « **Planification locale et gestion axée sur les résultats** », a enregistré la participation de 105 personnes de 7 pays d'Afrique. Sur les réseaux sociaux, elle a

totalisé 797 vues et 250 interactions. La rencontre a été animée par M. Ousseynou TOURE, expert en formation et communication au PNDL et M. Khalifa MBOUP, expert en planification.

La 5^e session d'orientation du MASTA, portant sur le thème : « **Passation des Marchés Publics et Promotion de la Transparence dans les Collectivités Territoriales** » a eu le 24 juin 2022 à 9h30 GMT. La rencontre a enregistré 163 participants venant de 8 pays d'Afrique. La rencontre a également totalisé 556 personnes touchées sur les réseaux sociaux, ainsi que 153 interactions. Cette session a enregistré les interventions de M. Thierno Ousmane SY, spécialiste en passation de marchés publics et M. Bassirou FALL, secrétaire municipal de la commune de Koumpentoum.

La 6^e et dernière d'orientation du Marathon des Savoirs de Territoires en Afrique a eu comme thème : « **Le Partenariat Public Privé Local** » et a eu lieu le 1^{er} juillet 2022 à 9h30 GMT. Cette rencontre a enregistré 64 participants de 6 pays d'Afrique, et a enregistré 854 personnes touchées sur les réseaux et 191 interactions. Elle a été marquée par les interventions de M. Oumar WADE, coordinateur du groupe Initiative pour une nouvelle économie territoriale en Afrique et M. Lamine CISSOKHO, secrétaire municipal de la commune de Tomboronkoto.



VIII. PARTICIPATION AU SOMMET DES VILLES D'AFRIQUE (AFRICITES 2022)

Africités est une conférence panafricaine organisée par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-A) et qui réunit les dirigeants des villes et des gouvernements locaux ainsi que leurs associations pour faire progresser la décentralisation et la gouvernance locale, dans le but d'améliorer le niveau de vie des citoyens. La 9ème édition du sommet Africités, qui s'est tenu à Kisumu City au Kenya du 17 au 21 mai 2022, avait pour thème « **Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'union Africaine** ».

Durant ce sommet, l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique), en collaboration avec le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT), le Programme National de Développement Local (PNDL), l'Agence de Développement Municipal (ADM), l'Agence des Etats-Unis pour le développement International (USAID) et l'Union européenne (UE) a organisé 3 sessions de networking sur:

- Le Budget participatif pour promouvoir la résilience des villes et territoires d'Afrique ;
- Le Prix d'Excellence du leadership local (PELL) pour renforcer les capacités en Afrique ;
- La mobilisation des ressources financières locales via les innovations technologiques.

La session portant sur le thème "**Budget participatif, pour promouvoir la résilience et la durabilité dans les villes et territoires d'Afrique**", s'est tenue le 17 Mai 2022, de 14h30 à 18h00 en salle 20. La session a connu les temps forts suivants :

- Ouverture par Dr Adama DIOUF, Président de l'Union des Associations des Élus Locaux du Sénégal,
- Présentation du panorama des expériences de budget participatif en Afrique, par Bachir KANOUTE,

A l'issue de l'ouverture et cadrage, la session a eu les présentations suivantes :

- Monsieur Ismaila MANE, 1er Secrétaire élu du Conseil départemental de Vélingara, qui a présenté l'expérience du budget participatif soutenu par le Programme USAID GoLD et qui est le premier exercice tenté à l'échelle du département.
- M. Mohamed SEFIANI, Maire de la Commune Urbaine de Chefchaouen au MAROC, a introduit l'expérience de sa commune, première du genre au Maroc.



La journée du 19 mai a été consacrée à la session portant sur le thème : "**Prix d'Excellence du Leadership Local (PELL) : quelles perspectives pour le renforcement des capacités des villes et territoires africains ?**", organisée par l'OIDP Afrique, en collaboration avec Enda ECOPOP, avec le soutien du Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire du Sénégal (MCTDAT), en collaboration avec le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), le Programme National de Développement Local (PNDL), l'Agence de Développement Municipal (ADM) et l'Union des Associations d'Élus Locaux (UAEL), Programme USAID GoLD, l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP) et l'Union européenne. La session a connu les temps forts suivants :

- M. Adama DIOUF, Président de l'Union des Associations des Élus Locaux du Sénégal,
- Mme Aminata Mbengue NDIAYE (Présidente du Haut Conseil des Collectivités Territoriales du Sénégal)
- Cadrage de la session, M. Bachir KANOUTE, Secrétaire Général de l'OIDP Afrique et Modérateur de la Session,
- Projection du film de capitalisation du Prix d'Excellence du Leadership Local.

A l'issue de l'ouverture et cadrage, la session a eu les présentations suivantes :

- M. Khalidou SY, Maire de Médina Yoro Foulah,
- Mme Seynabou Gaye TOURE, Présidente CD Tivaoune,
- M. Mansour FAYE, maire de Saint Louis (ou représentant)
- Dr Sérigne Gueye DIOP, Maire de Sandiara,



La session portant sur le thème "**mobilisation des ressources des collectivités territoriales via les innovations technologiques**" s'est tenue le 20 mai 2022, de 14h30 à 18h00.

Après l'ouverture en présence de Monsieur Etienne Turpin, représentant Monsieur le Ministre des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires du Sénégal, la session a également enregistré les allocutions de Dr Adama DIOUF, Président de l'UAEL (Sénégal) et le cadrage de la session, par Bachir KANOUTE, Secrétaire Général de l'IOIDP Afrique et Modérateur de la rencontre. La session a également enregistré une communication introductive de M. Abdelmounime EL MADANI, Expert CGLU Afrique.

Faisant suite à ces allocutions :

- Monsieur Mouctar SOUMAHORO a présenté une approche d'utilisation des nouvelles technologies de la géo-information pour la fiabilisation de l'assiette fiscale dans les communes et le financement du développement local, par le CNTIG en **COTE D'IVOIRE**.
- Madame Nochami BAKAYOKO, du Bureau Net Collect Services, en **COTE D'IVOIRE**, qui se définit comme une solution technologique de haute performance qui combine la monétique, le Banking System, l'informatique avancée et l'internet pour la collecte des taxes locales.
- Monsieur Ousmane SYLLA, Maire de Kédougou – **SENEGAL**, qui a introduit le dispositif YTAG, système de collecte dématérialisée mis en œuvre dans sa commune grâce à l'appui du Programme USAID GoLD et qui apporte des performances optimales en matière d'identification et de fiabilisation de l'assiette fiscale, de communication à temps réel des données financières collectées entre les différents acteurs de la chaîne fiscale, de contrôle,

promotion de la transparence et la redevabilité sur la chaîne fiscale et enfin de collecte et enregistrement des différentes taxes communales. Cette présentation a été complétée par un témoignage de M. le Secrétaire Général du Ministre CTDAT, qui dit avoir visité les communes d'intervention du Programme USAID GoLD et avoir vu les avancées majeures enregistrées dans l'amélioration de la mobilisation des ressources municipales.

- Et enfin Monsieur Charlie NGOUNOU, Président de l'organisation AfroLeadership du **CAMEROUN** a présenté le logiciel SIM BA des finances publiques, initié par l'Association Internationale des Maires Francophones, et qui agit en aval pour la gestion budgétaire.



IX. PARTICIPATION A LA 11^{ème} EDITION DU FORUM URBAIN MONDIAL

Le Forum urbain mondial est le premier rassemblement mondial consacré aux questions urbaines. A l'occasion de sa 11^e édition, qui s'est tenue du 26 au 30 juin 2022 à Katowice en Pologne, l'OIDP Afrique a pris part au dialogue organisé par ONU Habitat, sur le thème « **Gouvernance intégrée dans l'aménagement du territoire pour un avenir urbain plus juste et durable: actions transformatrices au-delà des frontières** ».

La session a été animée par Mme Marlyn M. Pintor des Philippines, Mme Ana Mariana Ramos Jimenez de Cuba, Mme Marcela Villareal de la FAO, Mme Sertac Erten de la Turquie et M. Bachir Kanoute, Secrétaire Général de l'OIDP Afrique.



Dans la journée du 28 juin, l'OIDP Afrique, avec le support de People Powered, de l'Union européenne et d'USAID GoLD, a organisé la session sur le thème : « **Le budget participatif pour promouvoir des villes en harmonie et bâtir un meilleur futur urbain** ». Cette session NE79 s'inscrit dans une perspective de renforcer le dialogue des expériences, en matière de gouvernance inclusive et participative en vue de promouvoir les innovations tentées pour transformer les villes pour un meilleur avenir urbain.

Elle a permis, à travers différentes présentations des décideurs politiques, praticiens de la société civile et chercheurs/ universitaires venant d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, de i) partager les connaissances sur les innovations et les mécanismes de budget participatif comme outils de gouvernance ouverte et inclusive, ii) de partager sur les avancées, acquis et défis des approches de budgétisation participative comme dispositifs de co-construction des acteurs aux diverses échelles de gouvernance urbaine, pour transformer les villes pour un meilleur avenir urbain. Enfin la session a permis de partager l'expérience et localiser les actions et l'impact dans l'Agenda 2030.

Après une introduction et présentation du panorama des expériences de budget participatif à travers le monde, des avancées réelles et défis majeurs identifiées, quatre présentations ont été faites :

- M. Sidy TRAORE, Honorable Député-Maire de Koumpentoum, SENEGAL (en ligne)
- M. Juan Carlos Cardenas REY, Maire de Bucaramanga COLOMBIE

- Mme. Fildzah Husna AMALINA, Fondation Kota Kita, INDONESIE
- M. Leonid DONOS, Directeur Exécutif de ADPC, UKRAINE (en ligne)



X. DISCUSSIONS THEMATIQUES SUR LES ENJEUX DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

Dans le cadre de son programme d'échanges et de renforcement des capacités, l'OIDP Afrique a prévu d'organiser quatre (4) discussions thématiques sur les enjeux de la démocratie participative. Fidèle à sa philosophie, l'Observatoire a adopté une approche participative pour la sélection des thèmes de discussion. Ainsi, après appel à propositions qui a enregistré plus de 150 propositions d'idées et vote, 4 thèmes de discussion ont été identifiés pour faire l'objet de webinaires à raison d'un webinaire par mois. Les thèmes retenus sont les suivants :

1. Mobilisation des ressources des collectivités territoriales : quels mécanismes innovants de pour un développement local durable ?
2. Jeunes, femmes et groupes vulnérables : quelles opportunités de positionnement dans la gestion des collectivités territoriales d'Afrique ?
3. Promotion des droits humains, de l'inclusion et de la bonne gouvernance : quels rôles pour la société civile et les citoyens ?
4. Budget participatif : un levier pour la promotion de la codécision et de l'inclusion des groupes vulnérables dans la gestion des affaires locales

L'objectif majeur de ces discussions était de catalyser l'échange et la réflexion entre élus, praticiens, chercheurs et acteurs de la gouvernance locale et démocratie participative.

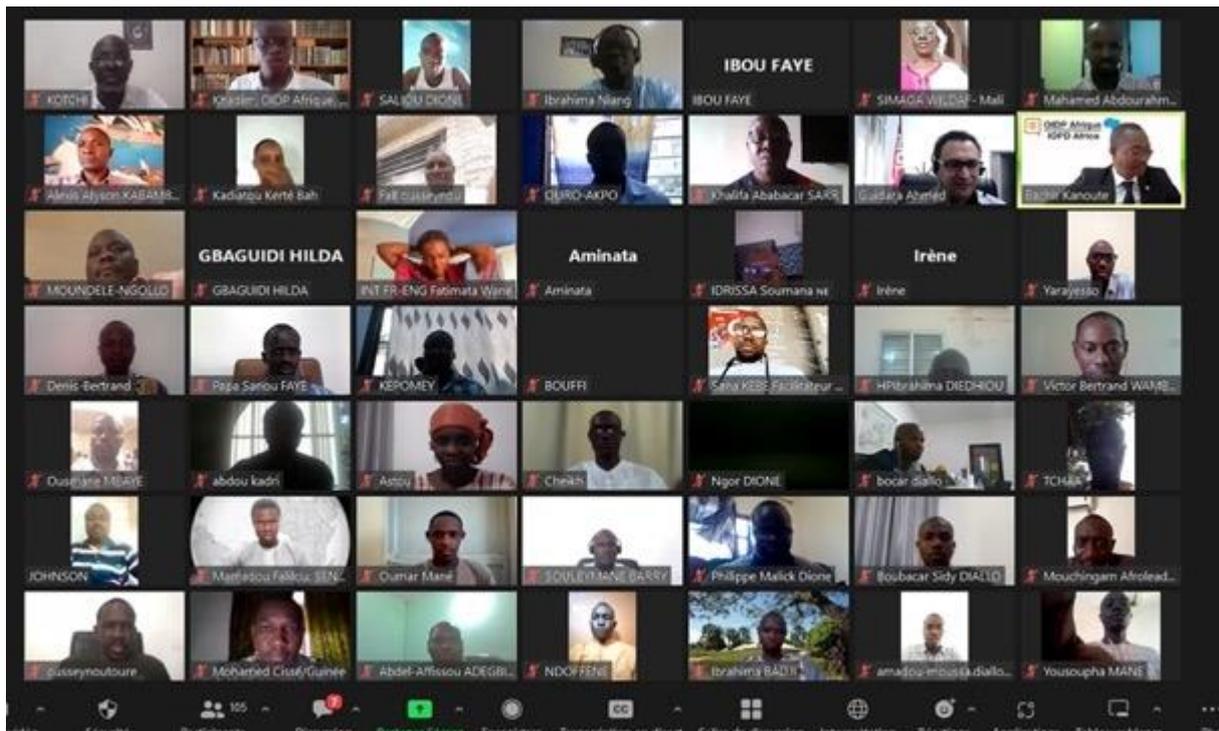


Le 1^{er} webinar de discussion thématique sur le thème de la « **Mobilisation des ressources des collectivités territoriales : Quels mécanismes innovants pour le financement d'un développement local durable ?** » s'est tenu le jeudi 29 Septembre 2022 à 10h GMT. La rencontre a accueilli une centaine de participants venant de 21 pays d'Afrique. L'événement retransmis en live sur les réseaux sociaux a été suivi par environ 800 personnes. Cette session avait pour objectifs de:

- Dresser le panorama des dispositifs et mécanismes de finances locales et de mobilisation des ressources en Afrique ;
- Analyser les portées et limites des différents dispositifs de financement du développement local ;
- Proposer des recommandations en direction des décideurs publics et des différents acteurs du développement local.

La discussion a été modérée par M. Bachir KANOUTE Secrétaire Général de l'OIDP Afrique et animée par M. François YATTA, macro-économiste et directeur des programmes à CGLU Afrique. Sa présentation a donné suite à un riche débat à l'issue duquel des recommandations ont été formulées. La synthèse des travaux a été faite par M. Ahmed GUIDARA, Directeur Administratif et Financier de la municipalité de Sfax (Tunisie).

Vous pouvez suivre l'intégralité de la session ici :
<https://www.youtube.com/watch?v=7kE0zov359E&t=197s>



La 2^e discussion portant sur la thématique : « **Jeunes, femmes et groupes vulnérables : quelles opportunités de positionnement dans la gestion des collectivités territoriales d'Afrique ?** » a eu lieu le jeudi 27 octobre 2022 à 10h GMT. Cette rencontre a enregistré la participation d'environ 100 personnes venant de 21 pays. Sur les réseaux sociaux, 393 personnes ont pu suivre le webinaire, avec 84 interactions. Les objectifs de cette 2^e discussion étaient de :

- Dresser le panorama des dispositifs et mécanismes d'inclusion dans les collectivités territoriales africaines ;
- Analyser les portées et limites des politiques d'inclusion des jeunes, femmes et personnes vulnérables dans la co-décision et la gestion des affaires locales;
- Proposer des recommandations en direction des décideurs publics et des différents acteurs pour une meilleure prise en compte des jeunes, femmes et groupes vulnérables dans la gestion locale.

Cette rencontre a également été modérée par M. Bachir KANOUTE et animée par M. Ian HOPWOOD, ancien représentant de l'UNICEF au Sénégal (2000-2008), qui a axé sa communication sur les enfants et les jeunes et Mme Thioro Ndiaye SARR, chargée de communication du COSEF, qui a fait une communication sur les opportunités de positionnement des femmes. La synthèse des discussions et recommandations a été faite par Dr. Valéry LOBA, Enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire).

Vous pouvez suivre l'intégralité de la 2^e discussion ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=bXEVSi0O2es>



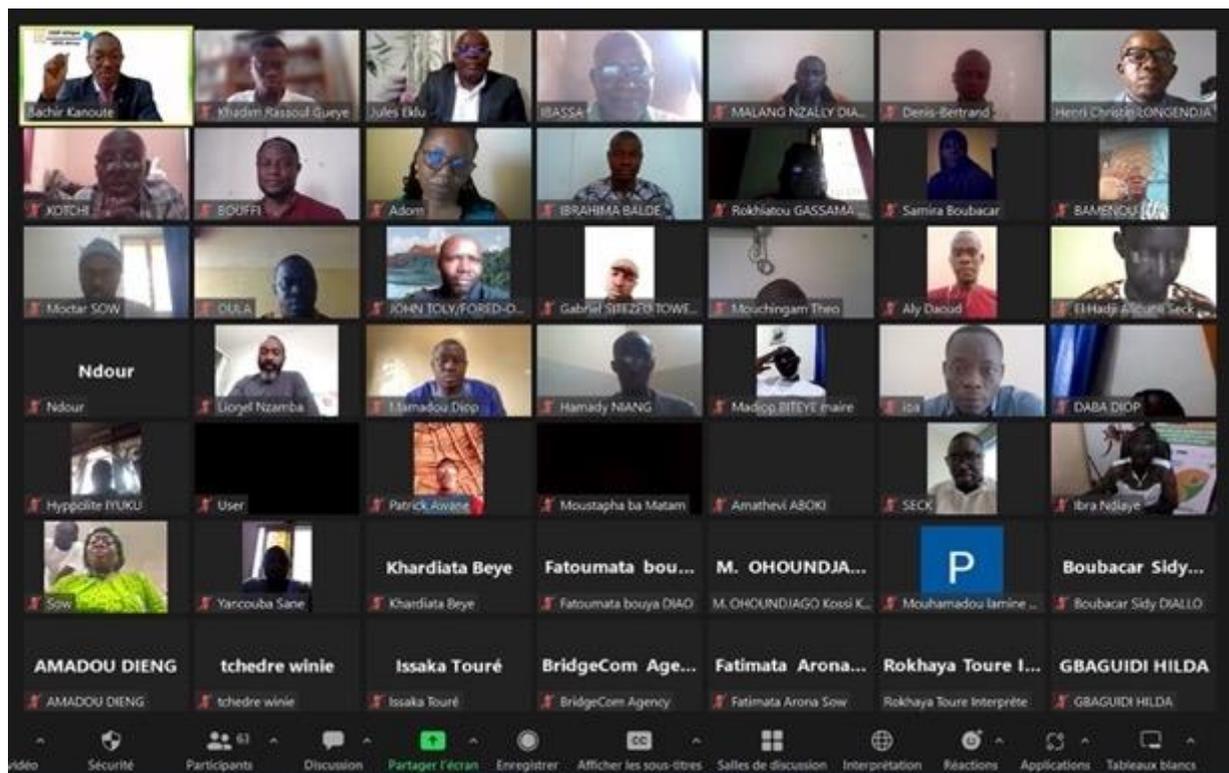
La 3^e discussion thématique a porté sur la « **Promotion des droits humains, de l’inclusion et de la bonne gouvernance : quels rôles pour la société civile et les citoyens ?** ». La rencontre s’est tenue le jeudi 24 novembre 2022 à 10h GMT, et a accueilli une centaine de participants de 19 pays. Sur les réseaux sociaux, elle a totalisé 508 vues et 85 interactions. La rencontre avait pour objectifs :

- Dresser le panorama des mécanismes et acquis de la participation des citoyens et de la société civile dans la promotion des droits humains, de l’inclusion et de la bonne gouvernance ;
- Analyser les obstacles et défis auxquels sont confrontés les citoyens et la société civile dans la gouvernance;
- Proposer des recommandations en direction des décideurs publics, de la société civile, des citoyens et des différents acteurs pour une gouvernance plus inclusive et plus respectueuse des droits humains.

A l’instar des 2 premières, la 3^e discussion a également été modérée par M. Bachir KANOUTE, Secrétaire Général de l’OIDP Afrique. Le panel a été animé par M. Jules EKLU, Consultant en Prospective & Management Public (Togo), avant de laisser place aux échanges, aux contributions et recommandations. La synthèse a été réalisée par M. Henri Christin LOGENDJA, directeur exécutif du CODHOD en RD Congo.

Suivez l’intégralité de la discussion ici :

<https://youtu.be/gw5itk68PU>



La 4^e et dernière discussion, qui portera sur le thème : « **Budget participatif : un levier pour la promotion de la codécision et de l'inclusion des groupes vulnérables dans la gestion des affaires locales** » est prévue pour le jeudi 22 décembre 2022 à 10h GMT.

4^{ème} Partie : DEROULE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

XI. SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION A LA PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS LES COLLECTIVITES TERRITORIALES – TUNIS

La session internationale de formation des coaches et accompagnateurs dans la prévention et lutte contre la corruption dans les collectivités territoriales et les communautés s'est tenue du 14 au 24 juin 2022 à Tunis. Cette session a été organisée sous forme de regroupement international par l'Observatoire International de la Démocratie Participative pour l'Afrique (OIDP Afrique), en collaboration avec Enda ECOPOP et le Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD) de Tunisie.



Cette session de formation des coaches et accompagnateurs avait pour objectif de :

- Former une vingtaine de participants d'Afrique francophone, sur les concepts, méthodes et outils pour appuyer les collectivités territoriales à la mise en place d'approches, de dispositifs et mécanismes pertinents susceptibles de réduire et éradiquer la corruption ;
- Accompagner les coaches et accompagnateurs à développer un plan d'action d'utilisation des compétences acquises, dans leurs pays respectifs.

L'approche de formation a été basée sur des méthodes interactives, participatives et intensives. L'atelier a été structuré autour des trois temps forts. La première partie de a été consacrée à la formation des coaches et accompagnateurs aux concepts, méthodes et outils pour appuyer les collectivités territoriales et les communautés à la mise en place d'approches, de dispositifs et mécanismes pertinents susceptibles de réduire et éradiquer la corruption. La deuxième partie a été consacrée à l'initiation des coaches et accompagnateurs aux outils, approches et méthodes de formation des adultes et application pratique de la formation. La troisième et dernière partie a été dédiée à l'élaboration des plans d'actions d'utilisation des compétences acquises.

A l'issue de cette session internationale de formation, 18 participants francophones ont été formés, parmi lesquelles :

- des Élus locaux et Responsables des services techniques des Collectivités Territoriales ;
- des agents des Départements Ministériels et Institutions sur la Gouvernance et le développement local ;
- des Responsables des institutions intervenant dans l'appui conseil aux collectivités territoriales ;
- des Responsables de formation des structures d'appui, les chargés projets et programmes de développement ;
- des leaders des ONG, OCB et autres acteurs de la société civile ;
- des pratiquants de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.



XII. SESSION DE FORMATION AU BUDGET PARTICIPATIF SENSIBLE AU GENRE

La session de formation des élus-es des communes de Ndiob, Joal-Fadiouth-Ngazobil et Golf Sud sur le budget participatif sensible au genre s'est tenue dans le cadre du projet de renforcement des capacités et organisation d'un dialogue politique des institutions nationales et locales du Sénégal sur l'égalité de genre et les investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Cette session, organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF), en collaboration avec l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique), s'est tenue en plusieurs temps forts entre avril et octobre 2022.

L'objectif général de ces ateliers de formation était de renforcer les connaissances des participants sur la décentralisation, leurs rôles et responsabilités mais aussi et surtout sur le budget municipal et les mécanismes de mise en œuvre de la participation citoyenne dans une perspective de prise en compte des besoins spécifiques des populations.

De manière spécifique, il s'agissait pour les élus-es, de mieux connaître :

- la notion de décentralisation, le rôle, les missions et les responsabilités de l'élu-e ;
- les différentes phases budgétaires ;
- le budget municipal ;
- le concept et les finalités du budget participatif sensible au genre ;
- les outils, méthodes et approches de mise en œuvre du budget participatif sensible au genre ;
- la mise en œuvre du budget participatif sensible au genre à travers les cadres de concertations citoyenne ;
- les enjeux liés aux cadres de concertations citoyennes ;



Ouverture de la session à Koungheul par l'adjoint au Préfet du département, en compagnie du premier Adjoint, la deuxième Adjointe au Maire et la Présidente du COSEF

Le contenu de la session a été subdivisé en 8 grandes parties. La première partie a été consacrée aux rappels sur les concepts, enjeux et principes de la décentralisation et les compétences des collectivités territoriales. La deuxième partie de la session a porté sur les rôles et responsabilité des élus et le fonctionnement de la commune. La troisième partie a permis de revenir sur la définition des concepts sur le genre. La quatrième partie a abordé la question du budget de la commune et le cadre institutionnel de son élaboration et la cinquième les concepts et principes sur le budget participatif sensible au genre. Les sixième et septième parties abordent respectivement l'approche de mise en œuvre du Budget Participatif Sensible au Genre et le plan d'action des communes pour la mise en œuvre du Budget Participatif Sensible au Genre. Enfin, la huitième et dernière partie a porté sur les défis et enjeux, et les facteurs de risques et de succès en relation avec la mise en œuvre

Durant ces différentes semaines de formation, il y a eu au total 299 participants, dont 160 femmes et 139 hommes, ainsi le taux de femmes ayant participé aux formations sur l'ensemble des communes est de 53,5%.

Ainsi, pour la commune de Kaffrine, la session dont l'ouverture a été présidée par la deuxième Adjointe au Maire, l'Honorable Député et Président du Conseil Départemental de Kaffrine et la Présidente du COSEF a eu un total de 59 participants, dont 36 femmes pour 23 hommes (61% de taux participation des femmes).

Pour Kounghoul, l'adjoint au Préfet du département de Kounghoul, en compagnie du premier Adjoint, la deuxième Adjointe au Maire et la Présidente du COSEF ont procédé à l'ouverture de la session, qui a accueilli 51 participants dont 24 femmes et 27 hommes (soit un taux de participation des femmes de 47%).

A Joal-Fadiouth-Ngazobil, la session dont l'ouverture s'est déroulée en présence du Maire et de la Présidente du COSEF, a enregistré un total de 69 participants, avec 34 femmes et 35 hommes (49% de femmes).

Dans la commune de Ndiob, la session, ouverte par la première Adjointe et le deuxième Adjoint au Maire, en compagnie de la Présidente du COSEF, a accueilli 45 participants, dont 25 femmes et 20 hommes, ce qui donne un taux de participation des femmes à hauteur de 55%.

Enfin, pour Golf Sud, la session de formation, présidée par le Maire en compagnie de la Présidente du COSEF, a enregistré la participation la plus élevée, avec 75 participants, dont 41 femmes et 34 hommes présents, ainsi 54% des participants étaient des femmes.



Photo de famille – Session de Formation sur le Budget Participatif Sensible au Genre, Commune de Golf Sud

XIII. SESSION DE FORMATION AU BUDGET PARTICIPATIF SENSIBLE AU HANDICAP

La session de formation des facilitateurs et conseillers à l'approche du budget participatif sensible au Handicap s'est tenue du 21 au 30 juillet 2022 à Saly. Cette session a été organisée sous le leadership de Sightsavers et la Fédération Sénégalaise des Associations de Personnes Handicapées (FSAPH), en collaboration avec le Ministère de la Santé et de l'Action sociale à travers la Direction de l'Action Sociale, le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCTDAT) et avec l'appui de Irish Aid, l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique).

Cette session de formation des facilitatrices et facilitateurs avait pour objectif de :

- Renforcer les connaissances et compétences des personnes ressources aptes, à concevoir et conduire une session de formation des décideurs et acteurs locaux sur le processus de BPSH ;
- Accompagner les facilitateurs à développer un plan d'action pour le développement des activités de formation ;
- Mettre à la disposition des partenaires de l'initiative un noyau de facilitateurs aptes à préparer et mettre en œuvre le processus de BPSH dans les collectivités territoriales d'intervention.

Le contenu de la formation des facilitatrices et facilitateurs du BSH sera articulé autour de six (5) Unités et dix-neuf (19) modules répartis comme suit :

Unité 1 : Décentralisation et gouvernance locale

1. Décentralisation et contexte des CT ;
2. Finances publiques et fiscalité des CT ;

Unité 2 : Introduction au Budget Sensible au Handicap

1. Historique, évolution et panorama du BP ;
2. Définition du BSH ;
3. Dimensions et conditions du BSH ;
4. Principes du BSH ;
5. Approches, méthodes et étapes d'élaboration et de mise en œuvre du BSH ;
6. Etude de cas et expériences ;
7. Acquis et défis des approches de BSH ;

Unité 3 : Introduction à la facilitation des approches du BSH

8. Méthodes de discussion ciblées ;
9. Médiation institutionnelle et sociale ;
10. Méthode de consensus et de vote des ateliers communautaires ;
11. Méthode de planification participative ;
12. Valeurs, attitudes, comportements et éthique du facilitateur du BSH ;
13. Plaidoyer et stratégie d'influence ;
14. Elaboration des supports du facilitateur.

Unité 4 : Travaux pratiques

15. Organisation des groupes de travail ;

- 16. Restitution des travaux de groupe ;
- 17. Mise en situation et ateliers pilotes ;

Unité 5 : Certification, évaluation et suivi-post formation

- 18. Elaboration de plans d'actions ;
- 19. Réseautage et perspectives de développement ;



A l'issue de la session, 18 facilitateurs et facilitatrices ont été formés et certifiés, dont des personnes ressources issues des collectivités territoriales pilotes du projet de participation politique et citoyenne des personnes handicapées au Sénégal, des responsables des institutions intervenant dans l'appui-conseil aux collectivités territoriales, 02 membres de la FSPA, 02 membres des Ministères partenaires : ministère de la Santé (DGAS) et ministère des Collectivités Territoriales, 02 membres de Sightsavers et 02 membres de Enda ECOPOP.



XIV. SESSION INTERNATIONALE DE FORMATION DES FACILITATEURS AU BUDGET PARTICIPATIF – DAKAR

La session internationale de formation au budget participatif s'est tenue du 8 au 18 novembre 2022 à Dakar. La session a été organisée par l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique (OIDP Afrique), en collaboration avec l'Académie Africaine des Collectivités Territoriales (ALGA) de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-Afrique) et Enda ECOPOP.

La formation avait pour objectif de renforcer les savoirs (*connaissances*), les savoir-faire (*compétences, aptitudes*) et les savoir-être (*attitudes, comportements*) des facilitateurs et facilitatrices pour les rendre plus efficaces dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi du BP dans les villes et territoires. La session a ainsi permis de créer un pool de compétences africaines francophones apte à accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration de leurs budgets selon une approche de gouvernance centrée sur les besoins des citoyens et une éthique de gestion transparente.



Le contenu de la formation des conseillers et facilitateurs du Budget Participatif (BP) sera articulé autour de cinq (5) modules et une vingtaine (21) de séquences répartis comme suit :

Module 1 : Décentralisation et gouvernance locale

1. Décentralisation et contexte des collectivités territoriales en Afrique ;
2. Finances publiques et fiscalité des collectivités territoriales en Afrique;

Module 2 : Introduction au Budget Participatif

3. Définition du BP ;
4. Historique, évolution et panorama du BP ;
5. Dimensions et conditions du BP ;
6. Principes du BP ;
7. Approches, méthodes et étapes d'élaboration et de mise en œuvre du BP ;
8. Etude de cas et expériences ;
9. Acquis et défis des approches de BP ;

Module 3 : Introduction à la facilitation des approches du BP

10. Méthodes de discussion ciblées ;
11. Médiation institutionnelle et sociale ;
12. Méthode de consensus et de vote des ateliers communautaires ;
13. Méthode de planification participative ;
14. Valeurs, attitudes, comportements et éthique du facilitateur du BP ;
15. Elaboration des supports du facilitateur.

Module 4 : Travaux pratiques

16. Organisation des groupes de travail ;
17. Restitution des travaux de groupe ;
18. Mise en situation et ateliers pilotes ;

Module 5 : Certification, évaluation et suivi-post formation

19. Elaboration de plans d'actions ;
20. Réseautage et perspectives de développement ;

A l'issue de la session, 12 facilitateurs-conseillers ont été formés et certifiés, dont des élus locaux, des responsables des institutions intervenant dans l'appui-conseil aux collectivités territoriales, des Responsables de formation des projets et programmes de développement, des leaders des ONG, OCB et autres acteurs de la société civile et des pratiquants de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.



5^{ème} Partie : BUDGET ET PERSPECTIVE SUR 2023

XV. BUDGET 2022

La conduite des activités de l’OIDP Afrique a nécessité la mobilisation d’un budget global de 85 678€ ainsi réparti :

	Année 2022
Personnel	37 900
Conduite des actions et initiatives	31 306
Visibilité	5 766
Voyage, Transport et Prise en Charge	7 661
Bureaux et Charges Locatives	3 045
Total	85 678

L’observatoire remercie les divers partenaires ayant soutenu son action.

XVI. FENETRES SUR QUELQUES PERSPECTIVES EN 2023

Pour le prochain exercice 2023, les perspectives d’actions couvriront les domaines suivants :

- Développement organisationnel et institutionnel de l’OIDP Afrique
- Finalisation de la désignation des points focaux de l’OIDP dans la sous-région d’Afrique australe et des points focaux nationaux dans sept pays où le processus n’a pas encore abouti,
- Mise en œuvre de l’Indice de mesure de la qualité de la Démocratie Participative, par la conduite d’un projet pilote dans des collectivités territoriales,
- Mise en œuvre d’un cadre de coopération avec les points focaux,
- Mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources
- Mise en œuvre de la stratégie de communication
- Mise en œuvre de la stratégie de renforcement de capacités par la conduite de 4 sessions internationales de formation en Côte d’Ivoire, Tunisie, Maroc et Sénégal.
- Tenue du 16 au 19 juin 2023 à Maputo, du 5^{ème} Forum International de la Démocratie Participative (FIDEPA)